

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/204446]

17 SEPTEMBRE 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux lignes directes électriques

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, en particulier son article 20;

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, l'article 29, § 2, modifié par les décrets du 17 juillet 2008 et du 11 avril 2014;

Vu l'avis n° CD-15d27-CWaPE-1432 de la Commission wallonne pour l'Energie du 23 avril 2015;

Vu l'avis n° 57.936/2/V du Conseil d'Etat, donné le 2 septembre 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu le rapport établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Considérant que la notion de ligne directe est une exception par rapport à l'obligation de raccordement au réseau et que l'objectif premier d'une ligne directe ne peut être la suppression ou la diminution de la puissance existante de raccordement aux réseaux;

Considérant l'avis n° A.1216 du Conseil économique et social wallon du 11 mai 2015;

Considérant l'avis de l'Union des Villes et Communes de Wallonie du 28 avril 2015;

Sur proposition du Ministre de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Art. 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° décret : le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité;

2° demandeur : toute personne physique ou morale qui introduit une demande auprès de la Commission wallonne pour l'Energie, ci-après CWaPE, en vue de la construction d'une ligne directe ou de régularisation d'une ligne directe existante;

3° site de production isolé : le site de production qui :

a) soit n'est pas raccordé au réseau de distribution ou de transport local;

b) soit nécessite un renforcement du raccordement existant;

c) soit est situé sur le même site que le client qu'il alimente ou qu'il est destiné à alimenter en électricité;

4° client isolé : le client qui n'est pas raccordé au réseau de distribution ou de transport local ou qui nécessite un renforcement du raccordement existant, ou qui est situé sur le même site que le site de production qui l'alimente ou qui est destiné à l'alimenter en électricité;

5° site : le terrain ou l'ensemble de terrains contigus dont une même personne physique ou morale est titulaire d'un droit de propriété ou de tout autre droit réel.

CHAPITRE II. — Critères d'octroi

Art. 2. Le demandeur personne physique est, tant lors de l'introduction de la demande qu'après l'octroi de l'autorisation de construction de la ligne directe, domicilié et réside effectivement en Belgique ou dans un autre Etat membre de l'Espace économique européen.

Si le demandeur est une personne morale, celle-ci est constituée conformément à la législation belge ou celle d'un des Etats visés à l'alinéa 1^{er} et dispose en Belgique ou dans un de ces Etats d'une administration centrale, d'un principal établissement ou d'un siège social dont l'activité présente un lien effectif et continu avec l'économie belge ou celle d'un des Etats précités.

Art. 3. § 1^{er}. Tout demandeur dispose, tant lors de l'introduction de la demande qu'après l'autorisation de construction de la ligne directe, de capacités techniques suffisantes à l'exercice des activités visées par la demande. La ligne directe est soumise aux prescriptions applicables du règlement technique.

§ 2. Afin de permettre la vérification de ses capacités techniques, le demandeur fournit les documents suivants :

1° une description des moyens techniques envisagés pour la construction et l'exploitation de la ligne directe, ainsi que la durée d'exploitation envisagée;

2° les moyens mis en œuvre conformément aux dispositions du règlement technique, notamment en vue d'assurer la sécurité de la ligne directe;

3° tout autre document de nature à démontrer qu'il dispose de capacités techniques suffisantes à l'exercice des activités visées par la demande, ces documents sont fournis d'initiative par le demandeur ou à la demande de la CWaPE.

§ 3. S'il envisage de se faire assister ou de sous-traiter l'exploitation de la ligne directe, le demandeur transmet à la CWaPE la copie du contrat conclu avec la personne morale ou physique en question.

Le cocontractant du demandeur apporte les éléments de preuves visés aux paragraphes 1^{er} et 2. Le demandeur ou son sous-traitant se couvre pour les risques en matière de responsabilité civile engendrés par la nouvelle ligne directe, sur base des critères généralement appliqués par les entreprises d'assurances.

Art. 4. § 1^{er}. Le demandeur justifie la construction d'une ligne directe ou la régularisation d'une ligne directe au moyen d'une note reprenant la situation du demandeur et les arguments permettant d'attester que les deux conditions suivantes sont remplies :

1° la ligne directe correspond à une des situations suivantes :

- ligne électrique reliant un site de production isolé à un client isolé;
- ligne électrique qui permet à un producteur d'électricité ou une entreprise de fourniture d'électricité d'approvisionner directement ses propres établissements, filiales et clients;

2° le demandeur s'est vu refuser l'accès au réseau ou ne dispose pas d'une offre de raccordement au réseau public à des conditions techniques ou économiques raisonnables.

§ 2. Une ligne directe est techniquement ou économiquement justifiée lorsqu'elle correspond à une des hypothèses suivantes :

1° la ligne directe se situe intégralement sur un seul et même site, lorsque le demandeur est titulaire de droits réels sur le site et la ligne pendant la durée réelle d'amortissement de l'installation de production, telle qu'approuvée par la CWaPE;

2° la ligne directe ne dépasse pas la moitié de la longueur du câble requis pour raccorder un client final « basse tension » isolé au réseau de distribution, lorsque la longueur du câble susmentionné totalise au minimum cinq cents mètres et que d'autre part, ce raccordement est posé sur un ou plusieurs terrains privés;

3° le coût de la ligne directe, attesté par devis certifié sincère et véritable portant sur des prestations équivalentes à celles de l'offre du gestionnaire de réseau, est inférieur de moitié au moins au coût de raccordement au réseau mentionné dans l'offre du gestionnaire de réseau et dont le raccordement est posé sur terrain privé;

4° la ligne directe pour laquelle le gestionnaire de réseau constate, par une note motivée, que le raccordement au réseau est techniquement déraisonnable.

5° la ligne directe raccordée à un réseau privé ou à un réseau fermé professionnel autorisés.

§ 3. N'est pas considérée comme ligne directe et ne nécessite donc pas d'autorisation :

1° la ligne requise en situation d'autoproduction lorsque le producteur est titulaire de droits réels sur tout le site traversé par celle-ci, en ce compris les situations de tiers investisseurs ou de location de l'installation de production;

2° le raccordement temporaire qui n'excède pas 6 mois.

§ 4. Lorsque la qualification de ligne directe résulte d'une scission du site d'autoproduction visé par l'article 4, § 3, 1°, ou d'un démembrement du droit de propriété sur celui-ci au profit de plusieurs personnes physiques ou morales, une demande de maintien de la ligne directe est adressée à la CWaPE par le propriétaire de celle-ci, ou par la personne titulaire d'un droit réel sur celle-ci, dans un délai de 3 mois à dater de la scission ou du démembrement du droit de propriété. La demande est accompagnée d'une note démontrant que les opérations de scission ou de démembrement ayant mené à la qualification de ligne directe sont justifiées par des considérations économiques ou stratégiques distinctes des avantages tirés à l'origine de l'application du paragraphe 3, 1°.

CHAPITRE III. — Procédure d'octroi

Art. 5. § 1^{er}. La demande d'autorisation relative à la construction d'une nouvelle ligne directe ou à la régularisation d'une ligne directe existante est envoyée en un exemplaire par recommandé ou déposée contre remise d'un accusé de réception au siège de la CWaPE et, le cas échéant, envoyée par courrier électronique.

Le demandeur joint à la demande tous les documents attestant ou certifiant qu'il satisfait aux critères d'octroi visés au chapitre II.

§ 2. Lors de l'introduction de la demande, le demandeur verse sur le compte de la CWaPE une redevance d'un montant de 500 euros indexé annuellement sur la base de l'indice des prix à la consommation, en le multipliant par l'indice des prix à la consommation du mois de décembre de l'année civile précédant la date d'introduction de la demande et en le divisant par l'indice des prix à la consommation du mois de décembre 2014.

§ 3. Une demande peut être introduite par le même demandeur pour un ensemble d'installations similaires de puissance maximale fixée par la CWaPE. Le demandeur déclare néanmoins à la CWaPE chaque ligne directe établie suite à l'autorisation de ces installations. La CWaPE peut vérifier que les lignes directes établies ultérieurement à l'autorisation correspondent en tous points aux installations autorisées. À défaut, la régularisation de la ligne directe est requise conformément au présent arrêté.

Art. 6. § 1^{er}. La CWaPE vérifie si tous les documents nécessaires à l'examen de la demande sont en sa possession et envoie un accusé de réception au demandeur.

Si la demande doit être complétée, elle en avise le demandeur par recommandé dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la demande. Elle précise les informations complémentaires souhaitées et fixe un délai, qui ne peut excéder, sauf justification dûment motivée et acceptée par la CWaPE, vingt et un jours, prescrit à peine de déchéance de la demande, dans lequel le demandeur est invité à compléter sa demande.

§ 2. Sur la base des critères visés au chapitre II, la CWaPE vérifie si la demande est recevable.

Lorsque la CWaPE estime la demande non-recevable, elle en informe le demandeur par recommandé dans un délai de trente jours à dater de la réception de la demande ou des compléments obtenus en application du paragraphe premier. Elle précise les raisons pour lesquelles elle considère la demande non justifiée et fixe un délai de trente jours maximum, prescrit à peine de déchéance de la demande, dans lequel le demandeur peut fournir par recommandé ses observations, justifications ou tout autre complément d'information. La CWaPE entend le demandeur qui en fait la requête.

Art. 7. Lorsque la demande est déclarée recevable, la CWaPE consulte le gestionnaire du réseau qui vérifie s'il n'y a pas d'autres alternatives techniquement et économiquement raisonnables. Le gestionnaire du réseau notifie son avis dans un délai de trente jours à dater de la réception de la demande d'avis de la CWaPE.

La CWaPE notifie au demandeur sa décision d'autorisation ou de refus de la ligne directe par recommandé dans un délai de soixante jours prenant cours à la date de réception de la demande ou le cas échéant, des compléments, observations et justifications visés à l'article 6, paragraphes 1^{er} et 2. La CWaPE informe l'Administration de sa décision.

L'autorisation est délivrée pour la durée d'exploitation de la ligne directe.

CHAPITRE IV. — Révision, retrait, démantèlement

Art. 8. § 1^{er}. Toute modification d'une ligne directe autorisée par la CWaPE fait l'objet d'une demande de révision de l'autorisation pour autant que la modification concerne :

- 1° un changement significatif de tracé;
- 2° une augmentation de la tension ou de la puissance maximale;
- 3° une modification significative du mode de pose, aérien ou souterrain, des supports ou du nombre, de la nature ou de la section de conducteurs;
- 4° une situation visée à l'article 11.

§ 2. La demande relative à la modification est introduite et traitée conformément aux dispositions du chapitre III.

Art. 9. § 1^{er}. Les droits attachés à l'autorisation prennent fin par retrait de ce titre pour cause, soit de déchéance, soit de renonciation du titulaire.

§ 2. Lorsque les conditions mentionnées dans l'autorisation ou les obligations du titulaire visées au chapitre V ne sont pas remplies, la CWaPE, par recommandé, met le titulaire de l'autorisation en demeure de se conformer à ces conditions ou obligations et de lui adresser un dossier contenant les éléments probants, dans un délai de nonante jours.

Après réception du dossier susvisé ou, à défaut, à l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, la CWaPE statue quant à l'éventuel retrait de l'autorisation ou l'adaptation des conditions de l'autorisation.

§ 3. Toute demande de renonciation à l'autorisation est adressée à la CWaPE qui statue dans un délai de soixante jours à dater de la réception de la demande. Son acceptation est subordonnée à l'exécution des mesures requises visées à l'article 12, 2°.

§ 4. Toute autorisation délivrée conformément au présent arrêté expire de plein droit si la mise en exploitation de la ligne directe n'est pas réalisée dans un délai de cinq ans prenant cours à la date de l'autorisation délivrée par la CWaPE.

Art. 10. La CWaPE fixe la procédure, le délai et les conditions dans lesquelles elle peut imposer le démantèlement d'une ligne directe non régularisée en vertu de l'article 13, sans préjudice de l'application d'une amende administrative.

CHAPITRE V. — Obligations du titulaire d'une autorisation

Art. 11. Le titulaire d'une autorisation informe la CWaPE de :

- 1° toute modification des informations ayant donné lieu à l'autorisation de la ligne directe;
- 2° tout projet de transfert de propriété ainsi que de mise en location ou en leasing de la ligne directe;
- 3° toute modification notable de nature à modifier ses capacités techniques.

Dans le cas mentionné au 1°, le cas échéant, le titulaire d'une autorisation adresse à la CWaPE copie de toute modification des statuts ainsi que du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire qui les a décidées.

Art. 12. Le titulaire d'une autorisation :

- 1° assure l'exploitation de la ligne directe conformément aux dispositions applicables du règlement technique;
- 2° prend toutes les mesures nécessaires à la sauvegarde de la sécurité de la ligne directe, lors de sa construction, au cours de son exploitation et de la cessation de l'exploitation;
- 3° fournit à la CWaPE et aux gestionnaires de réseaux les données techniques et économiques relatives à la ligne directe nécessaires à l'élaboration du plan d'adaptation du réseau de transport local ou du réseau de distribution telles que précisées dans l'autorisation.

CHAPITRE VI. — Dispositions transitoire et finale

Art. 13. § 1^{er}. Les lignes établies sans autorisation avant la date d'entrée en vigueur du décret sont considérées comme régulières sans autre formalité à accomplir.

§ 2. Les lignes établies sans autorisation entre la date d'entrée en vigueur du décret et la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 2003 relatif au règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution d'électricité en Région wallonne et l'accès à ceux-ci et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 2003 relatif au règlement technique pour la gestion du réseau de transport local d'électricité en Région wallonne et l'accès à celui-ci sont déclarées gratuitement à la CWaPE, au plus tard un an après l'entrée en vigueur du présent arrêté, sous peine d'amendes administratives conformément aux articles 53 à 54 du décret, cette déclaration entraîne la régularisation automatique de la ligne concernée.

§ 3. Les lignes établies sans autorisation postérieurement à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 2003 relatif au règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution d'électricité en Région wallonne et l'accès à ceux-ci et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 2003 relatif au règlement technique pour la gestion du réseau de transport local d'électricité en Région wallonne et l'accès à celui-ci sont déclarées à la CWaPE, en vue d'une procédure de régularisation, au plus tard un an après l'entrée en vigueur du présent arrêté, sous peine d'amendes administratives conformément aux articles 53 à 54 du décret. Le déclarant paye la redevance visée à l'article 5, § 2.

§ 4. Les lignes directes ayant fait l'objet, entre la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 2003 et la date d'entrée en vigueur du décret du 11 avril 2014 modifiant le décret du 12 avril 2001, d'un avis positif de la CWaPE transmis au Ministre selon l'article 29 du décret tel qu' alors en vigueur sont qualifiées de régulières.

Art. 14. Le Ministre de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 17 septembre 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE
Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,
P. FURLAN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/204446]

17. SEPTEMBER 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung über die elektrischen Direktleitungen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 20;

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, Artikel 29 § 2, abgeändert durch die Dekrete vom 17. Juli 2008 und vom 11. April 2014;

Aufgrund des Gutachtens Nr. CD-15d27-CWaPE-1432 der "Commission wallonne pour l'énergie" (Wallonische Kommission für Energie) vom 23. April 2015;

Aufgrund des am 2. September 2015 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 57.936/2/V;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts;

In der Erwägung, dass der Begriff der Direktleitung eine Ausnahme von der Verpflichtung des Anschlusses an das Netz darstellt und dass das vorrangige Ziel einer Direktleitung nicht die Ausschaltung oder die Verringerung der bestehenden Netzanschlussleistung sein kann;

In Erwägung des Gutachtens des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region Nr. A.1216 vom 11. Mai 2015;

In Erwägung des Gutachtens der "Union des Villes et Communes wallonnes" (Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie) vom 28. April 2015;

Auf Vorschlag des Ministers für Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Definitionen

Art. 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dekret: das Dekret vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts;

2° Antragsteller: jede natürliche oder juristische Person, die bei der "Commission wallonne pour l'énergie", nachstehend die "CWaPE" genannt, einen Antrag zwecks des Baus einer Direktleitung oder der Regularisierung einer bestehenden Direktleitung einreicht;

3° einzelner Produktionsstandort: der Produktionsstandort, der:

- a) nicht an das Verteilernetz bzw. das lokale Transportnetz angeschlossen ist, oder
- b) eine Verstärkung des bestehenden Anschlusses erfordert, oder
- c) auf demselben Gelände gelegen ist wie der Kunde, den er mit Strom versorgt oder versorgen soll;

4° einzelner Kunde: der Kunde, der nicht an das Verteilernetz bzw. lokale Transportnetz angeschlossen ist, oder der eine Verstärkung des bestehenden Anschlusses benötigt, oder der auf demselben Gelände gelegen ist wie der Produktionsstandort, der ihn mit Strom versorgt oder versorgen soll;

5° Standort: das Grundstück oder die Gruppe von aneinander angrenzenden Grundstücken, für die eine einzige natürliche oder juristische Person Inhaber eines Eigentumsrechts oder jedes anderen dinglichen Rechts ist.

KAPITEL II — Gewährungskriterien

Art. 2 - Wenn der Antragsteller eine natürliche Person ist, ist er in Belgien oder in einem anderen Mitgliedstaat des Europäischen Wirtschaftsraums wohnhaft und hat er dort tatsächlich seinen Wohnsitz, und zwar sowohl bei der Einreichung des Antrags als auch nach der Gewährung der Genehmigung zum Bau der Direktleitung.

Wenn der Antragsteller eine juristische Person ist, ist diese gemäß der belgischen Gesetzgebung oder der Gesetzgebung eines der in Absatz 1 erwähnten Staaten gebildet und verfügt sie in Belgien oder in einem dieser Staaten über eine Zentralverwaltung, einen Hauptbetrieb oder einen Gesellschaftssitz, deren bzw. dessen Tätigkeit in tatsächlicher und dauerhafter Verbindung mit der belgischen Wirtschaft oder der Wirtschaft eines der vorerwähnten Staaten steht.

Art. 3 - § 1. Sowohl bei der Einreichung des Antrags als auch nach der Gewährung der Genehmigung zum Bau der Direktleitung verfügt jeder Antragsteller über ausreichende technische Fähigkeiten für die Ausübung der im Antrag angeführten Aktivitäten. Die Direktleitung unterliegt den anwendbaren Vorschriften der technischen Regelung.

§ 2. Um die Überprüfung seiner technischen Fähigkeiten zu ermöglichen, legt der Antragsteller folgende Dokumente vor:

1° eine Beschreibung der für den Bau und den Betrieb der Direktleitung in Aussicht genommenen technischen Mittel sowie die vorgesehene Betriebsdauer;

2° die gemäß den Bestimmungen der technischen Regelung eingesetzten Mittel, insbesondere um die Sicherheit der Direktleitung zu gewährleisten;

3° jedes sonstiges Dokument, das beweist, dass er über ausreichende technische Fähigkeiten für die Ausübung der im Antrag angeführten Aktivitäten verfügt; diese Dokumente werden vom Antragsteller auf eigene Initiative oder auf Antrag der CWaPE vorgelegt.

§ 3. Wenn er vorhat, sich unterstützen zu lassen oder den Betrieb der Direktleitung an Subunternehmer zu vergeben, übermittelt der Antragsteller der CWaPE die Abschrift des mit der betreffenden natürlichen bzw. juristischen Person abgeschlossenen Vertrags.

Der Vertragspartner des Antragstellers erbringt die in § 1 und § 2 erwähnten Beweise. Der Antragsteller oder dessen Unterauftragnehmer sichert sich gegen die mit der neuen Direktleitung verbundenen Haftpflichtrisiken auf der Grundlage der durch die Versicherungsunternehmen allgemein angewandten Kriterien ab.

Art. 4 - § 1. Der Antragsteller rechtfertigt den Bau einer Direktleitung oder die Regularisierung einer Direktleitung mittels einer Mitteilung, in der die Lage des Antragstellers und die Argumente angegeben werden, durch die bestätigt werden kann, dass die folgenden zwei Bedingungen erfüllt sind:

1° die Direktleitung entspricht einer der folgenden Situationen:

- elektrische Leitung, die einen einzelnen Produktionsstandort mit einem einzelnen Kunden verbindet;
- elektrische Leitung, die einem Stromerzeuger oder einem Stromversorgungsunternehmen ermöglicht, seine eigenen Betriebsstätten, Tochterunternehmen und Kunden direkt zu versorgen.

2° dem Antragsteller wurde der Zugang zum Netz verweigert oder er verfügt nicht über ein Angebot zum Anschluss an das öffentliche Netz zu technisch und wirtschaftlich angemessenen Bedingungen.

§ 2. Eine Direktleitung ist technisch oder wirtschaftlich begründet, wenn sie einer der folgenden Annahmen entspricht:

1° die Direktleitung befindet sich vollständig auf ein und demselben Standort, wenn der Antragsteller Inhaber dinglicher Rechte an dem Standort und der Leitung während der durch die CWaPE genehmigten tatsächlichen Abschreibungsdauer der Erzeugungsanlage ist;

2° die Direktleitung überschreitet nicht die Hälfte der Länge des benötigten Kabels zum Anschluss eines einzelnen "Niederspannung"-Endkunden an das Verteilernetz, wenn einerseits die Länge des vorerwähnten Kabels mindestens fünfhundert Meter beträgt und andererseits dieser Anschluss auf einem oder mehreren privaten Grundstücken verlegt ist;

3° die Kosten der Direktleitung, die durch einen für ehrlich und wahrhaftig erklärten Kostenvoranschlag bescheinigt werden, der sich auf mit dem Angebot des Netzbetreibers gleichwertige Leistungen bezieht, sind mindestens fünfzig Prozent billiger als die im Angebot des Netzbetreibers erwähnten Kosten des Netzanschlusses, der auf privatem Grundstück verlegt ist;

4° die Direktleitung, für die der Netzbetreiber mittels einer begründeten Mitteilung feststellt, dass der Netzanschluss technisch unvernünftig ist;

5° die Direktleitung, die an ein erlaubtes Privatnetz oder ein erlaubtes geschlossenes Unternehmensnetz angeschlossen ist.

§ 3. Folgende Fälle werden nicht als Direktleitung betrachtet und erfordern daher keine Genehmigung:

1° die in Eigenerzeugungssituation erforderliche Leitung, wenn der Erzeuger Inhaber dinglicher Rechte an dem gesamten durch die Leitung überquerte Standort ist, einschließlich der Situationen der Drittinvestoren oder der Vermietung der Erzeugungsanlage;

2° der zeitweilige Anschluss, der 6 Monate nicht überschreitet.

§ 4. Wenn die Bezeichnung als Direktleitung auf eine Aufteilung des in Artikel 4 § 3 Ziffer 1 erwähnten Eigenerzeugungsstandorts oder eine Spaltung des diesbezüglichen Eigentumsrechts zugunsten mehrerer natürlicher oder juristischer Personen zurückzuführen ist, wird der CWaPE ein Antrag auf Beibehaltung der Direktleitung von deren Eigentümer oder von dem Inhaber eines dinglichen Rechts an dieser Direktleitung innerhalb einer Frist von 3 Monaten ab der Aufteilung oder der Spaltung des Eigentumsrechts zugeschickt. Dem Antrag wird eine Mitteilung beigefügt, die beweist, dass die Aufteilung oder die Spaltung, die zur Bezeichnung der Direktleitung geführt haben, durch wirtschaftliche oder strategische Erwägungen gerechtfertigt sind, die von den sich aus der Anwendung von § 3 Ziffer 1 ergebenden Vorteilen verschieden sind.

KAPITEL III — *Gewährungsverfahren*

Art. 5 - § 1. Der Genehmigungsantrag bezüglich des Baus einer neuen Direktleitung oder der Regularisierung einer bestehenden Direktleitung wird in einem Exemplar per Einschreiben zugeschickt oder am Sitz der CWaPE gegen Aushändigung einer Empfangsbescheinigung abgegeben und ggf. per E-Mail gesendet.

Seinem Antrag fügt der Antragsteller alle Dokumente bei, die bescheinigen, dass er den in Kapitel II erwähnten Gewährungskriterien genügt.

§ 2. Bei der Einreichung des Antrags zahlt der Antragsteller eine Gebühr in Höhe von 500 Euro auf das Konto der CWaPE ein. Der Betrag wird auf der Grundlage des Index der Verbraucherpreise jährlich angepasst, indem er mit dem Index der Verbraucherpreise des Monats Dezember des Kalenderjahres vor dem Datum der Einreichung des Antrags multipliziert wird, und durch den Index der Verbraucherpreise des Monats Dezember 2014 geteilt wird.

§ 3. Ein Antrag kann von demselben Antragsteller für eine Gruppe ähnlicher Anlagen mit einer durch die CWaPE festgelegten Höchstleistung eingereicht werden. Der Antragsteller meldet jedoch der CWaPE jede Direktleitung an, die infolge der Genehmigung dieser Anlagen gebaut wurde. Die CWaPE kann überprüfen, dass die nach der Genehmigung gebauten Direktleitungen mit den genehmigten Anlagen in jeder Hinsicht übereinstimmen. Mangels dessen ist die Regularisierung der Direktleitung gemäß dem vorliegenden Erlass erforderlich.

Art. 6 - § 1. Die CWaPE prüft nach, ob sie über alle zur Überprüfung des Antrags erforderlichen Dokumente verfügt, und schickt dem Antragsteller eine Empfangsbescheinigung.

Wenn der Antrag vervollständigt werden muss, setzt sie den Antragsteller innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Empfang des Antrags per Einschreiben davon in Kenntnis. Sie gibt die erwünschten zusätzlichen Informationen an und legt eine unter Androhung des Verfalls des Antrags vorgeschriebene Frist fest, die - außer bei einer ordnungsgemäß begründeten und von der CWaPE angenommenen Rechtfertigung - einundzwanzig Tage nicht überschreiten darf, innerhalb deren der Antragsteller aufgefordert wird, seinen Antrag zu vervollständigen.

§ 2. Die CWaPE prüft auf der Grundlage der in Kapitel II erwähnten Kriterien nach, ob der Antrag zulässig ist.

Wenn die CWaPE den Antrag für unzulässig erachtet, setzt sie den Antragsteller innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Empfang des Antrags oder der in Anwendung des § 1 erhaltenen zusätzlichen Dokumente per Einschreiben davon in Kenntnis. Sie gibt die Gründe an, aus denen sie den Antrag für ungerechtfertigt erachtet, und legt eine unter Androhung des Verfalls des Antrags vorgeschriebene Frist von höchstens dreißig Tagen fest, innerhalb deren der Antragsteller per Einschreiben seine Bemerkungen, Begründungen oder jegliche andere zusätzliche Information liefern kann. Die CWaPE hört den Antragsteller an, falls dieser es beantragt.

Art. 7 - Wenn der Antrag für zulässig erklärt wird, konsultiert die CWaPE den Netzbetreiber, der nachprüft, ob es keine anderen technisch und wirtschaftlich vernünftigen Möglichkeiten gibt. Der Netzbetreiber stellt sein Gutachten innerhalb einer Frist von fünfunddreißig Tagen ab dem Empfang des Begutachtungsantrags der CWaPE zu.

Die CWaPE stellt dem Antragsteller ihren Beschluss zur Genehmigung oder zur Ablehnung der Direktleitung innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab dem Datum des Empfangs des Antrags oder ggf. der in Artikel 6 § 1 und § 2 erwähnten zusätzlichen Dokumente, Bemerkungen und Begründungen zu. Die CWaPE setzt die Verwaltung von ihrem Beschluss in Kenntnis.

Die Genehmigung wird für die Dauer des Betriebs der Direktleitung ausgestellt.

KAPITEL IV — Überprüfung, Entzug, Abbau

Art. 8 - § 1. Jede Änderung einer durch die CWaPE genehmigten Direktleitung ist Gegenstand eines Antrags auf Überprüfung der Genehmigung, sofern die Änderung Folgendes betrifft:

1° eine bedeutende Änderung der Trasse;

2° eine Erhöhung der Spannung oder der Höchstleistung;

3° eine bedeutende Änderung der Verlegungsart (ober- oder unterirdisch), der Träger oder der Anzahl, der Art oder des Querschnitts der Leiter;

4° eine in Artikel 11 erwähnte Situation.

§ 2. Der Antrag bezüglich der Änderung wird gemäß den Bestimmungen des Kapitels III eingereicht und bearbeitet.

Art. 9 - § 1. Die mit der Genehmigung verbundenen Rechte enden, wenn diese entweder wegen Verfalls oder wegen Verzichts des Inhabers entzogen wird.

§ 2. Wenn die in der Genehmigung erwähnten Bedingungen oder die in Kapitel V erwähnten Verpflichtungen des Inhabers nicht erfüllt werden, mahnt die CWaPE den Genehmigungsinhaber per Einschreiben dazu, diesen Bedingungen bzw. Verpflichtungen nachzukommen und ihr eine Akte mit den Beweisstücken innerhalb einer Frist von neunzig Tagen zu übermitteln.

Nach Empfang der besagten Akte oder mangels dessen nach Ablauf der im vorigen Absatz erwähnten Frist entscheidet die CWaPE über den möglichen Entzug der Genehmigung oder die Anpassung der Bedingungen der Genehmigung.

§ 3. Jeder Antrag auf Verzicht auf die Genehmigung wird der CWaPE übermittelt, die innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab dem Empfang des Antrags entscheidet. Die Annahme des Antrags hängt von der Durchführung der in Artikel 12 Ziffer 2 erwähnten erforderlichen Maßnahmen ab.

§ 4. Jede gemäß dem vorliegenden Erlass ausgestellte Genehmigung läuft von Rechts wegen aus, wenn die Direktleitung nicht innerhalb einer Frist von fünf Jahren ab dem Datum der durch die CWaPE ausgestellten Genehmigung in Betrieb genommen wird.

Art. 10 - Die CWaPE legt das Verfahren, die Frist und die Bedingungen fest, unter denen sie den Abbau einer aufgrund von Artikel 13 nicht regularisierten Direktleitung verlangen kann, unbeschadet der Auferlegung einer administrativen Geldbuße.

KAPITEL V — Verpflichtungen des Inhabers einer Genehmigung

Art. 11 - Der Inhaber einer Genehmigung informiert die CWaPE über:

1° jede Änderung der Informationen, auf deren Grundlage die Direktleitung genehmigt wurde;

2° jedes Projekt zur Eigentumsübertragung, sowie zur Vermietung bzw. zum Leasing der Direktleitung;

3° jede bedeutende Änderung, die ihre technischen Leistungen ändern kann.

In dem unter Ziffer 1 erwähnten Fall übermittelt der Inhaber der CWaPE ggf. eine Abschrift jeder Änderung der Satzungen sowie des Protokolls der außerordentlichen Generalversammlung, in der darüber entschieden wurde.

Art. 12 - Der Inhaber einer Genehmigung:

1° gewährleistet den Betrieb der Direktleitung gemäß den anwendbaren Bestimmungen der technischen Regelung;

2° trifft alle zur Gewährleistung der Sicherheit der Direktleitung erforderlichen Maßnahmen während deren Baus, deren Betriebs und der Betriebsaufgabe;

3° erteilt der CWaPE und den Netzbetreibern die in der Genehmigung erwähnten technischen und wirtschaftlichen Daten über die Direktleitung, die zur Ausarbeitung des Plans zur Anpassung des lokalen Übertragungsnetzes oder des Verteilernetzes erforderlich sind.

KAPITEL VI — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 13 - § 1. Die Leitungen, die vor dem Datum des Inkrafttretens des Dekrets ohne Genehmigung gebaut wurden, werden als ordnungsgemäß betrachtet, ohne dass weitere Formalitäten erfüllt werden müssen.

§ 2. Die Leitungen, die ohne Genehmigung zwischen dem Datum des Inkrafttretens des Dekrets und dem Datum des Inkrafttretens des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Oktober 2003 über die technische Regelung für den Betrieb der Stromverteilernetze in der Wallonischen Region und den Zugang zu diesen Netzen und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Oktober 2003 über die technische Regelung für den Betrieb des lokalen Stromübertragungsnetzes in der Wallonischen Region und den Zugang zu diesem Netz gebaut wurden, werden spätestens ein Jahr nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses kostenlos bei der CWaPE angemeldet, unter Androhung administrativer Geldbußen gemäß den Artikeln 53 bis 54 des Dekrets; diese Anmeldung führt zur automatischen Regularisierung der betroffenen Leitung.

§ 3. Die Leitungen, die ohne Genehmigung nach dem Datum des Inkrafttretens des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Oktober 2003 über die technische Regelung für den Betrieb der Stromverteilernetze in der Wallonischen Region und den Zugang zu diesen Netzen und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Oktober 2003 über die technische Regelung für den Betrieb des lokalen Stromübertragungsnetzes in der Wallonischen Region und den Zugang zu diesem Netz gebaut wurden, werden spätestens ein Jahr nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses zwecks eines Regularisierungsverfahrens bei der CWaPE angemeldet, unter Androhung administrativer Geldbußen gemäß den Artikeln 53 bis 54 des Dekrets. Der Meldepflichtige zahlt die in Artikel 5 § 2 erwähnte Gebühr.

§ 4. Die Direktleitungen, die zwischen dem Datum des Inkrafttretens des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Oktober 2003 und dem Datum des Inkrafttretens des Dekrets vom 11. April 2014 zur Abänderung des Dekrets vom 12. April 2001 Gegenstand eines nach Artikel 29 des damals geltenden Dekrets dem Minister übermittelten, positiven Gutachtens der CWaPE gewesen sind, werden als ordnungsgemäß bezeichnet.

Art. 14 - Der Minister für Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 17. September 2015

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie
P. FURLAN

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/204446]

17 SEPTEMBER 2015. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de directe elektriciteitslijnen

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij artikel 20;

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 29, § 2, gewijzigd bij de decreten van 17 juli 2008 en 11 april 2014;

Gelet op het advies van de "Commission wallonne pour l'Energie" (Waalse Energiecommissie) nr. CD-15d27-CWaPE-1432, uitgebracht op 23 april 2015;

Gelet op het advies 57.936/2/V van de Raad van State, gegeven op 2 september 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het verslag opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Overwegende dat het begrip directe lijn een uitzondering is ten opzichte van de verplichting tot aansluiting op het net en dat de eerste doelstelling van een directe lijn niet de afschaffing, noch de vermindering van het bestaande aansluitingsvermogen mag zijn;

Gelet op het advies A.1216 van de « Conseil économique et social de Wallonie » (Sociaal-economische raad van Wallonië) van 11 mei 2015;

Gelet op het advies van de "Union des villes et communes de Wallonie" (Vereniging van steden en gemeenten van Wallonië) gegeven op 28 april 2015;

Op de voordracht van de Minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Begripsomschrijving

Art. 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;

2° aanvrager : elke natuurlijke of rechtspersoon die een aanvraag heeft ingediend bij de "Commission wallonne pour l'Energie", hierna "CWaPE", met het oog op de bouw van een directe lijn of van een regularisatie van een bestaande directe lijn;

3° geïsoleerde productielocatie : de productielocatie die :

a) ofwel niet aangesloten is op het distributienet of op het plaatselijk transmissienet;

b) ofwel een versterking van de bestaande aansluiting vereist;

c) ofwel gelegen is op dezelfde locatie als de afnemer die ze van elektriciteit voorziet of moet voorzien;

4° geïsoleerde afnemer : de afnemer die niet aangesloten is op het distributienet of op het plaatselijk transmissienet of die een versterking van de bestaande aansluiting vereist of die gelegen is op dezelfde locatie als de productielocatie die hem van elektriciteit voorziet of moet voorzien;

5° locatie : het terrein of het geheel van aangrenzende terreinen waarvoor eenzelfde natuurlijke of rechtspersoon houder is van een eigendomsrecht of van elk ander zakelijk recht.

HOOFDSTUK II. — *Toekenningscriteria*

Art. 2. De aanvrager, natuurlijke persoon, is zowel bij de indiening van de aanvraag als na de toekenning van de vergunning voor de bouw van de directe lijn, woonachtig in België of in een andere Lidstaat van de Europese Economisch Ruimte of verblijft er daadwerkelijk.

Als de aanvrager een rechtspersoon is, is hij opgericht overeenkomstig de Belgische wetgeving of die van één van de in het eerste lid bedoelde Staten en beschikt hij in België of in één van die Staten over een centrale administratie, een hoofdinstelling of een maatschappelijke zetel waarvan de activiteit een daadwerkelijke en continue band heeft met de Belgische economie of met de economie van één van voornoemde Staten.

Art. 3. § 1. Elke aanvrager beschikt zowel bij de indiening van de aanvraag als na vergunning voor de bouw van een directe lijn over voldoende technische capaciteiten voor de uitoefening van de in de aanvraag bedoelde activiteiten. De directe lijn wordt onderworpen aan de op het technisch reglement toepasselijke voorschriften.

§ 2. Om de verificatie van zijn technische capaciteiten mogelijk te maken, verstrekt de aanvrager de volgende documenten :

1° een omschrijving van de technische middelen die overwogen worden voor de bouw en de exploitatie van de directe lijn alsook de overwogen exploitatieduur;

2° de overeenkomstig de bepalingen van het technisch reglement uitgevoerde middelen om de zekerheid van de directe lijn te waarborgen;

3° elk ander document waarmee hij kan bewijzen dat hij over de voldoende technische capaciteiten beschikt voor de uitoefening van de in de aanvraag bedoelde activiteiten; die documenten worden op eigen initiatief door de aanvrager of op aanvraag van de CWaPE afgegeven.

§ 3. Indien hij van plan is zich te laten bijstaan of de exploitatie van de directe lijn uit te besteden, maakt de aanvrager de CWaPE het afschrift van het met rechtspersoon of de natuurlijke persoon gesloten contract over.

De medecontractant van de aanvrager verschaft de in de § 1 en 2 bedoelde bewijselementen. De aanvrager of zijn onderaannemer gaan een verzekering burgerlijke aansprakelijkheid aan voor de nieuwe directe lijn op grond van de criteria die algemeen door de verzekeringsmaatschappijen toegepast worden.

Art 4. § 1. De aanvrager rechtvaardigt de bouw van een directe lijn of de regularisatie van een directe lijn via een nota met vermelding van de toestand van de aanvrager en de argumenten waarmee kan worden bewezen dat de twee volgende voorwaarden vervuld worden :

1° de directe lijn stemt overeen met één van de volgende toestanden :

- elektriciteitslijn die een geïsoleerde productielocatie met een geïsoleerde afnemer verbindt;

- elektriciteitslijn die een elektriciteitsproducent met een onderneming die elektriciteit levert, verbindt om rechtstreeks hun eigen inrichtingen, dochterondernemingen en in aanmerking komende afnemers te bevoorraden;

2° de toegang tot het net is aan de aanvrager geweigerd of hij beschikt niet over een aansluitingsaanbod op het openbaar net onder redelijke technische of economische voorwaarden.

§ 2. Een directe lijn wordt technisch of economisch gerechtvaardigd wanneer ze met één van de volgende hypothesen overeenstemt :

1° de directe lijn bevindt zich integraal op eenzelfde site wanneer de aanvrager houder is van zakelijke rechten op de site en de lijn tijdens de werkelijke afschrijvingsduur van de productie-installatie zoals goedgekeurd door de CWaPE;

2° de directe lijn is niet langer dan de helft van de lengte van de kabel vereist om de geïsoleerde eindafnemer "laagspanning" aan te sluiten op het distributienet wanneer de lengte van bedoelde kabel minstens vijfhonderd meter in totaal is en anderzijds wanneer die aansluiting op één of verschillende private terreinen geïnstalleerd wordt;

3° de kosten van de directe lijn bevestigd met een voor en oprecht verklaarde kostenraming en m.b.t. diensten gelijkwaardig aan het aanbod van de netbeheerder zijn minstens 50 % goedkoper dan de kosten van de aansluiting op het net die vermeld zijn in het aanbod van de netbeheerder en waarvan de aansluiting op een privaat terrein aangelegd is;

4° de directe lijn waarvoor de netbeheerder met een gemotiveerde nota vaststelt dat de aansluiting op het net technisch gezien onredelijk is.

5° de directe lijn aangesloten op een toegelaten privaat net of gesloten professioneel net.

§ 3. Als directe lijn wordt niet beschouwd en vereist dus geen vergunning :

1° de in geval van autoproduktie vereiste lijn wanneer de producent houder is van zakelijke rechten op de hele site waardoor bedoelde lijn heen gaat, met inbegrip van de toestanden van derde investeerders of van verhuring van de productie-installatie;

2° de tijdelijk aansluiting van hoogstens 6 maanden.

§ 4. Wanneer de kwalificatie uit de splitsing van de in artikel 4, § 3, 1°, bedoelde autoproduktiesite voortvloeit of van een verdeling van het eigendomsrecht op die site ten gunste van verschillende natuurlijke of rechtspersonen, wordt een aanvraag om handhaving van de directe lijn door de eigenaar ervan of door de houder van een zakelijk recht op die lijn aan de CWaPE overgemaakt binnen een termijn van 3 maanden na de splitsing of de verdeling van het eigendomsrecht. De aanvraag gaat vergezeld van een nota waarin wordt bewezen dat de splitsings- of verdelingsverrichtingen die de kwalificatie van de directe lijn als gevolg hebben gehad, gerechtvaardigd worden door economische of strategische overwegingen die afzonderlijk zijn van de voordelen voortvloeiend uit de toepassing van § 3, 1°.

HOOFDSTUK III. — *Toekenningsprocedure*

Art. 5. § 1. De vergunningsaanvraag betreffende de bouw van een nieuwe directe lijn of de regularisatie van een bestaande directe lijn wordt in één exemplaar bij aangetekend schrijven of tegen ontvangstbewijs bij de zetel van de CWaPE en, in voorkomend geval, per mail gezonden.

De aanvrager voegt bij de aanvraag alle documenten waaruit blijkt dat hij voldoet aan de in hoofdstuk II bedoelde toekenningscriteria.

§ 2. Bij de indiening van de aanvraag stort de aanvrager op de rekening van de CWaPE een bijdrage van 500 euro die jaarlijks geïndexeerd wordt op grond van het indexcijfer van de consumptieprijzen door ze te vermenigvuldigen met het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand december van het kalenderjaar vóór de datum van indiening van de aanvraag en door ze te delen door het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand december 2014.

§ 3. Een aanvraag kan door dezelfde aanvrager ingediend worden voor een geheel van soortgelijke installaties met een door de CWaPE bepaald maximaal vermogen. De aanvrager geeft nochtans elke directe lijn die gebouwd is ten gevolge van de vergunning van die installaties, aan de CWaPE aan. De CWaPE kan nagaan of de directe lijnen die na de vergunning zijn gebouwd, met de toegelaten installaties overeenstemmen. In voorkomend geval wordt de regularisatie van de directe lijn overeenkomstig dit besluit vereist.

Art. 6. § 1. De CWaPE gaat na of ze alle documenten die nodig zijn voor het onderzoek van de aanvraag bezit en stuurt een ontvangstbewijs aan de aanvrager.

Indien de aanvraag ingevuld moet worden, informeert de CWaPE de aanvrager daarvan bij aangetekend schrijven binnen een termijn van vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag. Ze bepaalt de verlangde aanvullende inlichtingen en stelt een termijn vast die zonder door de CWaPE behoorlijk gemotiveerde en aangenomen rechtvaardiging niet ééntwintig dagen mag overschrijden op straffe van verval van aanvraag; binnen die termijn wordt de aanvrager erom verzocht om zijn aanvraag in te vullen.

§ 2. Op basis van de in hoofdstuk II bedoelde criteria gaat de CWaPE na of de aanvraag ontvankelijk is.

Wanneer de CWaPE acht dat de aanvraag onontvankelijk is, informeert ze de aanvrager bij aangetekend schrijven binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van de aanvraag of van de overeenkomstig § 1 ingewonnen aanvullende informatie. Ze bepaalt de redenen waarvoor ze van mening is dat aanvraag niet gerechtvaardigd wordt en stelt een termijn van hoogstens 30 dagen vast op straffe van verval van de aanvraag, waarin de aanvrager bij aangetekend schrijven zijn opmerkingen, rechtvaardigingen of elke andere aanvullende informatie kan verstrekken. De CWaPE hoort de aanvrager die erom verzoekt.

Art. 7. Wanneer de aanvraag ontvankelijk wordt verklaard, raadpleegt de CWaPE de netbeheerder die nagaat of er geen andere alternatieven zijn die technisch en economisch redelijk zijn. De netbeheerder betekent zijn advies binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van de adviesaanvraag van de CWaPE.

De CWaPE betekent bij aangetekend schrijven zijn beslissing tot machtiging of weigering van de directe lijn aan de aanvrager binnen een termijn van zestig dagen na ontvangst van de aanvraag of, in voorkomend geval, van de in artikel 6, § 1, 2°, bedoelde aanvullende informatie, opmerkingen en rechtvaardigingen. De CWaPE informeert het bestuur over haar beslissing.

De vergunning wordt voor de duur van de exploitatie van de directe lijn afgeleverd.

HOOFDSTUK IV. — *Herziening, intrekking, ontmanteling*

Art. 8. § 1. Elke wijziging van een door de CWaPE toegelaten directe lijn maakt het voorwerp uit van een aanvraag tot herziening van de vergunning voor zover de wijziging wat volgt betreft :

- 1° een aanzienlijke verandering van het tracé;
- 2° een verhoging van de spanning of van het maximale vermogen;
- 3° een aanzienlijke wijziging van de bovengrondse of ondergrondse installatiewijze, dragers of van het aantal, van de aard of de doorsnede van de geleiders;
- 4° een in artikel 11 bedoelde toestand.

§ 2. De aanvraag betreffende de wijziging wordt overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk III ingediend en behandeld.

Art. 9. § 1. De aan de vergunning gebonden rechten vervallen bij intrekking van die hoedanigheid wegens ofwel verval, ofwel bij afstand van de houder.

§ 2. Wanneer de voorwaarden vermeld in de vergunning of de in hoofdstuk V bedoelde verplichtingen van de houder niet vervuld worden, maant de CWaPE de houder van de vergunning bij aangetekend schrijven aan om zich aan te passen aan die voorwaarden of verplichtingen en om haar een dossier met de bewijsstukken binnen negentig dagen over te maken.

Na ontvangst van dit dossier of, bij gebrek daaraan, na afloop van de in het vorige lid bedoelde termijn beslist de CWaPE over de eventuele intrekking van de vergunning of de aanpassing van de voorwaarden van de vergunning.

§ 3. Elke aanvraag om afstand van de vergunning wordt aan de CWaPE gericht, die binnen zestig dagen na ontvangst van de aanvraag beslist. Haar aanvaarding wordt onderworpen aan de uitvoering van de in artikel 12, 2°, vereiste maatregelen.

§ 4. Elke vergunning die overeenkomstig dit besluit wordt verleend, vervalt van rechtswege indien de exploitatie van de directe lijn niet wordt uitgevoerd binnen een termijn van vijf jaar die begint te lopen op de dag van de door de CWaPE verleende vergunning.

Art. 10. De CWaPE bepaalt de procedure, de termijn en de voorwaarden waarin ze de ontmanteling van een krachtens artikel 13 niet-gereguleerde directe lijn kan opleggen onverminderd de toepassing van een administratieve boete.

HOOFDSTUK V. — *Verplichtingen van de houder van een vergunning*

Art. 11. De houder van een vergunning informeert de CWaPE over :

- 1° elke wijziging van de informatie die aanleiding heeft gegeven tot de vergunning van de directe lijn;
- 2° elk project van overdracht van eigendom alsook de verhuring of de leasing van de directe lijn;
- 3° elke belangrijke wijziging die haar technische capaciteiten zou kunnen wijzigen.

In het in 1° bedoelde geval richt de houder van een vergunning de CWaPE, in voorkomend geval, een afschrift van elke wijziging van de statuten alsook van het proces-verbaal van de buitengewone algemene vergadering die ze heeft besloten.

Art. 12. De houder van een vergunning :

1° zorgt voor de exploitatie van de directe lijn overeenkomstig de bepalingen die van toepassing zijn op het technisch reglement;

2° treft alle maatregelen die nodig zijn voor de handhaving van de zekerheid van de directe lijn bij haar bouw, tijdens haar exploitatie en aan het einde van de exploitatie;

3° verstrekt de CWaPE en de netbeheerders de technische en economische gegevens betreffende de directe lijn die nodig zijn voor de opmaking van het plan voor de aanpassing van het plaatselijke transmissienet of van het distributienet zoals vermeld in de vergunning.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 13. § 1. De lijnen die voor de inwerkingtreding van het decreet en zonder vergunning zijn gebouwd, worden als regelmatig beschouwd zonder geen andere formaliteit te moeten vervullen.

§ 2. De lijnen die zonder vergunning tussen de datum van inwerkingtreding van het decreet en de datum van inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 16 oktober 2003 betreffende het technisch reglement voor het beheer van de elektriciteitsdistributienetten in het Waalse Gewest alsook de toegang daartoe en het besluit van de Waalse Regering van 16 oktober 2003 betreffende het technisch reglement voor het beheer van het lokale elektriciteitstransmissienet in het Waalse Gewest en de toegang ertoe geïnstalleerd zijn, worden uiterlijk één jaar na de inwerkingtreding van dit besluit aan de CWaPE kosteloos aangegeven op straffe van administratieve boetes overeenkomstig de artikelen 53 tot 54 van het decreet; die aangifte heeft de automatische regularisatie van de betrokken lijn als gevolg.

§ 3. De lijnen die zonder vergunning tussen de datum van inwerkingtreding van het decreet en de datum van inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 16 oktober 2003 betreffende het technisch reglement voor het beheer van de elektriciteitsdistributienetten in het Waalse Gewest alsook de toegang daartoe en het besluit van de Waalse Regering van 16 oktober 2003 betreffende het technisch reglement voor het beheer van het lokale elektriciteitstransmissienet in het Waalse Gewest en de toegang ertoe geïnstalleerd zijn, worden uiterlijk één jaar na de inwerkingtreding van dit besluit aan de CWaPE kosteloos aangegeven op straffe van administratieve boetes overeenkomstig de artikelen 53 tot 54 van het decreet. De aanmelder betaalt de in artikel 5, § 2, bedoelde bijdrage.

§ 4. De directe lijnen die tussen de datum van inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 16 oktober 2003 en de datum van inwerkingtreding van het decreet van 11 april 2014 tot wijziging van het decreet van 12 april 2001 het voorwerp hebben uitgemaakt van een positief advies van de CWaPE overgemaakt aan de Minister volgens artikel 23 van het toen vigerende decreet worden als regelmatig beschouwd.

Art. 14. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 september 2015.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,

P. FURLAN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/204436]

17 SEPTEMBRE 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2012 fixant les conditions de nourrissage du grand gibier. — Traduction allemande

Le texte qui suit constitue la traduction en langue allemande de l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2012 fixant les conditions de nourrissage du grand gibier, publié dans le *Moniteur belge* du 25 septembre 2015, à la page 60099.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/204436]

17. SEPTEMBER 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2012 zur Festlegung der Bedingungen für die Fütterung von Großwild — Deutsche Übersetzung

Der nachstehende Text ist die deutsche Übersetzung des im *Belgischen Staatsblatt* vom 25. September 2015 auf Seite 60099 veröffentlichten Erlasses der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2012 zur Festlegung der Bedingungen für die Fütterung von Großwild.

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd, Artikel 12ter, eingefügt durch das Dekret vom 14. Juli 1994;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2012 zur Festlegung der Bedingungen für die Fütterung von Großwild;

Aufgrund des am 8. Juni 2015 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur wallon de la Chasse" (Wallonischer hoher Rat für das Jagdwesen);

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 26. Juni 2015;

Aufgrund des am 26. August 2015 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Abs. 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 57.867/2/V des Staatsrates;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2012 zur Festlegung der Bedingungen für die Fütterung von Großwild anzupassen, um im Falle von Schäden oder drohenden Schäden an den landwirtschaftlichen Kulturen eine Ablenkungsfütterung von Schwarzwild während des Zeitraums vom 1. Oktober zum 31. März zu erlauben;